

Questions orales

M. Nielsen: Comme le député le sait, étant donné son expérience, il ne devrait pas revenir sans cesse sur la même question, ce qui est contraire au commentaire 359 de Beauséne.

Des voix: Oh, oh!

M. Nielsen: En outre, le député ne sait peut-être pas que le comité permanent siège actuellement. S'il est vraiment si impatient de poser toutes ces questions et de s'entendre répéter les mêmes réponses, pourquoi ne le fait-il pas devant le comité permanent qui a été chargé d'examiner toutes les prévisions de dépenses du ministère?

LES AUDIENCES DU COMITÉ PERMANENT

M. Brian Tobin (Humber-Port-au-Port-Sainte-Barbe): Monsieur le Président, je répondrai à notre chevronné vice-premier ministre que le public ne connaît pas le commentaire 359, mais qu'il est au courant des déclarations contradictoires émanant de l'autre côté de la Chambre.

M. le Président: A l'ordre!

M. Tobin: Le vice-premier ministre veut-il nous dire que si le comité permanent des pêches est disposé à examiner cette question, il demandera à M. Anderson et à d'autres employés du cabinet du premier ministre et du ministère des Pêches de comparaître devant le comité armés de leurs documents, pour lui expliquer les contradictions évidentes qui exaspèrent le public dans toute cette affaire?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Le seul litige vraiment flagrant entre deux personnalités publiques dont j'ai eu connaissance a déjà été porté à l'attention de la Chambre par le premier ministre, à l'époque où le premier ministre d'alors, M. Trudeau, a répondu que l'actuel chef de l'opposition déformait certainement la réalité.

Mme Copps: Camouflage.

M. Nielsen: Si le député s'intéresse tant au problème des pêches...

Des voix: Camouflage.

M. le Président: A l'ordre!

Mme Copps: «Mulroneygate».

M. le Président: En toute déférence, il est difficile aux autres députés de suivre le débat si le bruit est tel que je ne puis entendre les réponses.

M. Nielsen: Je ne pensais pas que j'aurais un jour du mal à me faire entendre, monsieur le Président.

Si le député s'intéressait véritablement aux pêches, il devrait se tenir au courant des événements concernant l'organisation du comité permanent. S'il le faisait, il saurait que le ministère a pris des dispositions pour offrir une séance d'information aux membres du comité permanent. Je l'invite donc à rester en ville, à assister à ces réunions et à se mettre au courant des derniers événements.

LE COMMERCE INTERNATIONAL

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LES INDUSTRIES CULTURELLES

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Le représentant commercial des États-Unis, chargé du Canada, William Merkin, a suivi l'exemple de l'ambassadeur Niles en précisant que les États-Unis souhaitaient modifier la politique canadienne à l'égard de l'édition dans le cadre des négociations sur le libre-échange. Le gouvernement va-t-il en profiter pour faire clairement comprendre aux Américains que nos industries culturelles, y compris le secteur de l'édition, du cinéma, de la radio et de la télévision, sont exclues de ces prochaines négociations ou le gouvernement va-t-il permettre aux autorités américaines de...

M. le Président: C'est une question bien longue.

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir préciser clairement, une fois de plus, que l'identité et l'intégrité culturelles du Canada ne sont pas négociables.

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Le ministre a déjà utilisé cette même phrase qui suscite une certaine confusion dans les milieux culturels du pays. Pourquoi le gouvernement fait-il preuve de si peu de détermination à ce sujet alors que la semaine dernière, les provinces ont fait savoir à l'unanimité qu'il fallait laisser non pas notre intégrité culturelle, mais bien nos industries culturelles en dehors de ces négociations? Pourquoi est-il aussi peu déterminé...

M. le Président: A l'ordre!

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le député se souvient sans doute, comme d'autres membres de son parti, que c'est en 1979, sous un gouvernement progressiste conservateur, que la politique du Canada a insisté pour la première fois sur l'importance du rôle que les industries culturelles jouent dans la croissance de notre pays.

Des voix: Bravo!

● (1440)

M. Clark (Yellowhead): Notre parti s'est alors engagé en ce sens. C'est ce que nous continuons et que nous continuerons de faire. Nous voulons un Canada plus fort non seulement sur le plan culturel, mais sur le plan économique. Nous croyons qu'il faut pour cela prendre des initiatives...

M. le Président: A l'ordre!